



RECHERCHES FRANCOPHONES EN SCIENCES DE
L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

<http://www.refsicom.org>

APPEL A ARTICLES : N°19- Décembre 2026

Formes et enjeux de l'inclusion/exclusion numérique

Coordonnée par :

Emmanuelle Vareille, Fathallah Daghami et Yannis Delmas

La progression de la dématérialisation des services publics met en lumière des inégalités d'accès et de pratiques des technologies numériques, dont les conséquences sont concrètes en matière d'accès aux droits et de participation citoyenne (DDD, 2025). Pour en saisir les mécanismes et les effets, une question centrale se pose : comment « définir et mesurer l'éloignement numérique » (Bléhaut, Clerget, Serreau et Plantard, 2023) ? Quels outils et quels critères retenir pour décrire un phénomène social protéiforme ?

Examinant ces questions, les travaux de recherche témoignent d'un renouvellement progressif des cadres d'analyse. Après s'être d'abord intéressée aux équipements, puis aux compétences numériques, la littérature privilégie désormais une approche par les capacités, c'est-à-dire la capacité des individus à transformer les opportunités offertes par le numérique en bénéfices effectifs (Sen, 2000). Ce déplacement théorique traduit la volonté de dépasser une lecture centrée sur les seuls moyens d'accès au numérique pour s'intéresser aux possibilités réelles d'appropriation et d'usage qu'il offre aux individus.

La littérature invite également à dépasser une vision binaire opposant « inclus » et « exclus » pour une représentation sous forme de « halo » progressif (Clerget, J., Plantard, P. & Bléhaut M., 2024). Les travaux sur le non-usage montrent par ailleurs que certaines formes de déconnexion relèvent de choix volontaires et pas nécessairement d'un défaut d'accès ou de compétences (Jauréguiberry, 2019). Prendre en compte cette diversité des situations permet d'affiner les diagnostics et de mieux adapter les réponses publiques.

Ces enjeux prennent une importance particulière avec la dématérialisation croissante des démarches administratives. Les difficultés à réaliser des procédures en ligne – auxquelles s'ajoute la complexité des formulaires ou la maîtrise insuffisante de la langue – contribuent au phénomène du non-recours (Warin, 2016). La dépendance à un tiers – conseillers numériques, agents de France Services, associations ou proches – peut, en retour, générer de nouvelles formes de vulnérabilités, y compris parmi des publics jeunes (Vial, 2018). Ces situations montrent comment la fracture numérique se combine à d'autres formes de

fragilités sociales et interrogent l'efficacité des dispositifs de médiation déployés pour y répondre.

Pour autant, la focalisation des politiques inclusives sur les équipements ou les compétences numériques des populations dites vulnérables (seniors, jeunes, migrants, ménages précaires, etc.) tend à faire de la formation au numérique le principal levier de réduction des inégalités sociales-numériques (Granjon, 2022). Or, les rapports au numérique sont socialement construits et diffèrent selon les trajectoires, les ressources et les conditions de vie des individus. Dans cette perspective, la distance vis-à-vis des usages numériques peut nourrir des formes de suspicion ou de résistance à l'égard des dispositifs de médiation (Demory, 2024). Elle peut également traduire une distance plus générale à l'État et aux administrations, que la dématérialisation contribue parfois à renforcer (Deville, 2023 ; Granjon et Craheix-Gadghadhi, 2025). Une compréhension plus fine des rapports socialement différenciés au numérique apparaît dès lors nécessaire.

Nous visons dans ce dix-neuvième numéro de REFSICOM à faire dialoguer travaux académiques et retours d'expérience, afin d'articuler diagnostics et réponses opérationnelles. Nous ambitionnons de documenter, à différentes échelles territoriales, les formes, les facteurs et les effets de l'inclusion et de l'exclusion numérique. Ce numéro questionne également les méthodes et les indicateurs mobilisés pour mesurer l'éloignement, évaluer les dispositifs de médiation et de formation, et dégager des pistes d'actions susceptibles d'améliorer l'accès aux droits et la participation citoyenne. Nous nous proposons à cet effet plusieurs axes, indicatifs et non exhaustifs, sur lesquelles porteront les réflexions :

- Accès aux droits et dématérialisation des services publics : enjeux institutionnels d'équité ;
- Populations/publics, inégalités et pratiques ;
- Médiations, dispositifs et ingénierie locale : conception, mise en œuvre et évaluation.

Sans limiter la portée des articles à soumettre, ce numéro thématique de REFSICOM accueille des contributions originales en SIC et dans les différents champs des SHS, en l'occurrence des études empiriques ou heuristiques qui questionnent les formes et enjeux de l'inclusion/exclusion numérique.

Modalités de soumission :

Les articles complets attendus (pas d'envoi préalable de résumés), en langue française, comportent entre 30 000 et 45 000 signes espaces compris, hors bibliographie et annexes, et seront adressés à Emmanuelle Vareille <emmanuelle.vareille@univ-poitiers.fr>, Fathallah Daghami <fdaghmi@univ-poitiers.fr> et Yannis Delmas <yannis.delmas@univ-poitiers.fr> coordonnateurs du dossier, pour le **31 octobre 2026**, pour évaluation en double anonymat par le Comité scientifique de la revue (<http://www.refsicom.org/comite-de-lecture>) et des experts du domaine de recherche visé.

Pourront être proposés aussi bien des articles à visée épistémologique et théorique que des propositions étayées par des recherches empiriques. Seront privilégiés la clarté et la précision du propos. Pour les normes, se référer à celles de la revue : <http://www.refsicom.org/>

Calendrier :

- 15 juillet 2026 : diffusion de l'appel à article
- 31 octobre 2026 : date limite pour l'envoi des articles
- Novembre 2026 : expertise des articles
- 1^{er} décembre 2026 : notification aux auteur-es
- Fin décembre 2026 : publication du numéro

Références bibliographiques (liste indicative) :

Bléhaut, M., Clerget, J., Serreau, M., & Plantard, P. (2023). *La société numérique française : définir et mesurer l'éloignement numérique* (Rapport pour l'Agence nationale de la cohésion des territoires). <https://labo.societenumerique.gouv.fr/fr/articles/la-soci%C3%A9t%C3%A9-num%C3%A9rique-fran%C3%A7aise-d%C3%A9finir-et-mesurer-l%C3%A9loignement-num%C3%A9rique/>

Clerget, J., Plantard, P. & Bléhaut M. (2024). Pour en finir avec les « 13 millions » ? Au défi de rendre compte de l'éloignement du numérique, *Terminal* [En ligne], 139, DOI : <https://doi.org/10.4000/132iz>

Défenseur des droits (2025), *Relations des usagers avec les services publics : quelles difficultés d'accès aux droits ?*, *Enquête sur l'accès aux droits*, octobre 2025, 2^{ème} édition, volume 2.

Demory, M. (2024). *Rapports différenciés à la culture numérique : des inégalités sociales-numériques aux expériences ordinaires en situation de médiation numérique*. *SociologieS*. <https://doi.org/10.4000/12ric>

Deville, C. (2023). *L'État social à distance. Dématérialisation et accès aux droits des classes populaires rurales*. Le Croquant.

Granjon, F. (2022). Inégalités sociales, dispositions et usages du numérique. *Éducation et Sociétés*, 47(1), 81–97. <https://doi.org/10.3917/es.047.0081>

Granjon, F., & Craheix-Gadghadhi, I. (2025). Insertion sociale et inclusion numérique des jeunes migrants. *Agora débats/jeunesses*, 100(2), 117–132. <https://doi.org/10.3917/agora.100.0117>

Jauréguiberry, F. (2019). Désir et pratiques de déconnexion. *Hermès*, 84(2), 98–103. <https://doi.org/10.3917/herm.084.0098>

Sen, A. (2000). *Repenser l'inégalité*, Paris, Seuil.

Via, B. (2018). *Le non-recours des jeunes adultes à l'aide publique*. *Revue de littérature*. 2018. halshs-01779385.

Warin, P. (2016). *Le non-recours aux politiques sociales*. Presses universitaires de Grenoble.